L'Anarcho-syndicaliste n°94
février 1970
Union des Anarcho-Syndicalistes

"GROUPONS-NOUS" ...

" Ouvriers, paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs..."

Si je rappelle ces lignes de "l'Internationale", c'est parce qu'elles sont dépourvues d'équivoque: le grand parti des travailleurs existe, il a une réalité en soi qui n'est nullement celle des "Organisations" qui se veulent l'incarnation du prolétariat.

La prétention de ces Partis, que ce soit un groupuscule ou l'organisation de basse du P.C.F., c'est de représenter les travailleurs, de parler en leur nom et surtout de diriger leurs luttes. Car les instances supérieures, les grands chefs, le secrétaire du comité central connaissent les "véritables aspirations" des travailleurs et savent la vraie manière pour faire triompher leurs justes revendications...

Eh bien, nous rejetons ces prétentions : personne, aucun parti, aucun individu ne peut prétendre au rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Les faits sont têtus , d'ailleurs ils montrent comment ces "Directeurs" se sont trompés et ont conduit les luttes dans des impasses tragiques, depuis la révolution de 1917 qui a enfanté le stalinisme, jusqu'au mouvement de mai 68 en passant par tous les épisodes de moindre importance mais non moins significatifs.

Il nous faut donc partir des faits: les travailleurs continuent à lutter contre toutes les formes d'oppression et à leur manière, malgré tous ceux qui prétendent en régler les normes. Mais ces luttes n'aboutissent pas, ne débouchent aucunement sur une perspective révolutionnaire.

Pourquoi cet échec?

Quand on se bat il est nécessaire de remporter non une série de succès mais de forcer la décision.

Or, jusqu'ici, les travailleurs ont su se battre, forcer l'adversaire à céder, mais au moment ou ils croyaient avoir gagné, ils abandonnaient la lutte et s'en remettaient à la Direction des Organisations du soin de... rétablir l'ordre, donc de les gouverner,de les museler, de les matter.

Rompre avec cet état de fait est donc l'essentiel. Mais ce n'est pas une mince besogne.

Surtout si nous considérons que nous devons être prêts dans un avenir assez rapproché. Les événements de mai 68 nous ont montré qu'il suffit souvent d'une étincelle pour déclancher un processus qui peut mener loin.

Or nous voudrions regrouper dans ce que nous avons appelé jusqu'ici l'*Alliance des Syndicalistes et Anarcho-Syndicalistes* mais que nous nommerons peut-être autrement demain, qu'importe le nom, les travailleurs conscients de ces faits.

Normalement, pour nous, ce travail ne devrait pas être le fait d'une organisation autre que le syndicat: il nous faut pourtant prendre acte que les syndicats sont ce qu'ils sont: dégénérés, impuissants, à la remorque des politicards - et non l'organisation des travailleurs.

Notre regroupement doit donc chercher non une idéologie, une ligne, un nouveau dogme qui en ferait une chapelle - une de plu s- mais les conditions de la lutte et de son efficacité:

- comprendre ce qu'est le capitalisme et l'économie actuelle pour pouvoir réaliser la reconstruction sociale future;

- dénoncer les traditions, les religions, les dogmes, les tatous sexuels, la culture bourgeoise;

- combattre les églises et le patriotisme, l'armée et l'état.

Tout cela revient en somme, à redonner aux travailleurs le désir de sortir eux-mêmes de la situation, de reprendre en mains leur destin alors que d'habiles démagogues s'ingénient à leur faire croire, pour l'heure comme naguère, qu'un sauveur suprême, homme ou parti, peut, les sauver.

C'est une oeuvre considérable qui demande le travail de tous ceux qui sont conscients. C'est pour cela que nous disons: *"Groupons-nous.. l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".*

Jacques METIVIER.

CONFERENCE CONSTITUTIVE DE L'ALLIANCE SYNDICALISTE (A.S.R.A.S.)

Paris, le 31 janvier 1970

Régions présentées :
- Sud-Ouest - Midi - Languedoc -(Bordeaux-Toulouse),
- Méditerranée (Marseille),
- Ouest-Atlantique (Poitiers-Niort) ,
- Centre (Limoges),
- Paris.

Ont été lues les lettres des camarades de la région Normandie-Maine (Courson) et des camarades de Perpignan.

L'Assemblée des camarades présents a décidé du terme d'ALLIANCE SYNDICALISTE. L'étude d'une charte (ou manifeste) précisera les postulats et buts de l'Alliance, selon les principes du syndicalisme révolutionnaire anti-autoritaire et de l'anarcho-syndicalisme. (Eventuellement, un qualificatif de démarcation pourra être adjoint au sigle si le besoin s'en fait sentir.)

L'Assemblée fut favorable à la légalisation de l'A.S. L'association se déclarant pour *"promouvoir l'unité du mouvement syndical, dans le respect de toutes les tendances du mouvement ouvrier conformément à la tradition du syndicalisme français"*. (Ceci étant la déclaration légale). En ce qui concerne les formalités légales, l'assemblée mandate la Commission de Liaison Nationale.

L'assemblée a décidé que l'adhésion à l'A.S. se fera individuellement. Les cotisations devant être fixées par les groupes et régions, il est suggéré que deux francs par mois soient versés à la Commission de Liaison Nationale. (C.L.N.).

L'Assemblée a établi l'ordre du jour de la conférence Nationale qui se tiendra à Paris le 4 avril 1970.
- Bilan d'activités, groupes et C.N.L.
- Charte (chaque groupe régional devant dans la mesure du possible étudier ce point et présenter des projets et suggestions). Les propositions de chartes doivent être envoyées 15 jours à l'avance à chaque groupe et à la C.L.N.
- Définition des actions à mener.
- Régler le problème de la représentativité des délégués aux conférences nationales.
- Texte d'une affiche nationale annonçant la constitution de l'ALLIANCE SYNDICALISTE.

L'Assemblée a réaffirmé son désir de coordination des actions et de liaisons nécessaires dans le respect de l'autonomie des groupes et des régions.

Conscients de nos possibilités et de nos responsabilités, nous continuerons notre combat pour l'émancipation des travailleurs et l'édification d'une société fédéraliste, égalitaire et autogestionnaire, conformément à l'esprit du mouvement révolutionnaire des travailleurs et étudiants de Mai et Juin 68 et à la tradition historique du mouvement ouvrier.

PUBLICATIONS:

Les Editions Syndicalistes, 21 rue Jean-Robert PARIS - 18°, veinnent de publier:

- *Dialectique, structuralisme et technocratie*, par Maurice LIME (3,50F) ...
- *Liberté, notre religion,* de Michel Bakounine (2,50F)

Signalons également la sortie dans les Cahiers de Spartacus des brochures:

- *Grèves sauvages, spountanéité des masses,* Rosa Luxembourg).
- *Babeuf et la conjuration des Egaux* (Maurice Dommanget)
- *Rapport de la délégation sibérienne (Trotsky contre Lénine)* (J. Lefeuvre , 5 rue Ste Croix-de-la-Breton-nerie Paris, 4ème).

CENSURE ET MANIPULATION...

Voici le texte intégral d'un tract diffusé dans notre ville et que certains enseignants eurent l'audace de faire répandre par leurs enfants dans certains lycées:

Recto: *Le film "Les bérets verts" doit être retiré ou interdit à Valence.*

Ce que sont ces "bérets verts américains"? Des forces spéciales entrainées aux crimes et aux tortures - aujourd'hui au Viet-Nam demain peut-être ailleurs - au nom d'une soi-disant "liberté".

Ce que souhaitent les auteurs de ce film? Lutter par ces basses méthodes contre l'immense courant de sympathie dont jouit (sic!) en France les héroïques combattants et tout le peuple vietnamien et tenter de justifier aux yeux de l'opinion l'agression la plus atroce que les militaires mènent dans ce pays.

RIEN, NI PERSONNE NE PEUT JUSTIFIER LES BOMBES A BILLES - LE NAPALM - LES PRODUITS CHIMIQUES - LES TORTURES - LES HOPITAUX ET LES ECOLES DETRUITS - RIEN NI PERSONNE NE PEUT JUSTIFIER LE GENOCIDE AU VIET-NAM. PERSONNE SAUF LES FASCISTES.

Malgré l'intervention de plusieurs organisations sous-signées, ce film fasciste n'a pas été retiré de l'écran, n'a pas été interdit.

Nous considérons cette projection comme une insulte directe aux représentants de la République du Nord-Viet-Nam et du Gouvernement provisoire du Sud-Viet-Nam (F.N.L.) à Paris - comme l'apologie du crime et du racisme.

Nous réaffirmons notre amitié et notre solidarité envers le peuple vietnamien.

Nous approuvons les manifestations courageuses du peuple américain et souhaitons que le 15 octobre soit une date dans la lutte contre la guerre au Viet-Nam.

Nous vous demandons de soutenir notre action en exigeant le retrait immédiat de ce film, comme à Paris - à Lyon- à Grenoble - à Sète - à Nice...

Venez nombreux manifester contre “les bérets verts".

Organisations signataires: COMITE D'ACTION POUR LE VIETNAM - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - MOUVEMENT DE LA PAIX - CENTrE DES JEUNES C.G.T. - UNION DES FEMMES FRANÇAISES - UNION DEPARTEMENTALE C.G.T. -

Verso: *20h15 précises - Mercredi 15 octobre:*

Manifestation pour le retrait ou l'interdiction du film fasciste "Les bérets verts". Tous devant le cinéma "le Paris" 20 h 15 - Mercredi 15 Octobre.

Disons tout de suite que les spectateurs assistèrent nombreux à la projection de ce film (qui resta à l'affiche trois semaines), beaucoup plus, sans doute, qu'un tel navet (la critique est unanime) n'en eut attiré sans cette propagande; ce qui à soi seul devrait amener les manifestants à se poser des questions sur la portée psychologique de leur action.

Je ne m'appesantirai pas sur les jérémiades sentimentales telles que *"...cette projection... insulte directe aux représentants ..."*, elles ne constituent que l'illustration d'un aveu d'incapacité, voire d'un REFUS, d'analyse d'une situation politique.

En ce qui me concerne, je n’ai pas assisté à la projection de ce film, car, ainsi que les rédacteurs du tract,

je pense qu'il est une *“apologie du crime et du racisme"* (je me refuse d'ailleurs à voir tout film de guerre); mais, cela étant dit, je crois qu'il faut aller plus loin et examiner le sens profond de la manifestation.

Il est trop facile, en effet de glisser sur les problèmes, d'en considérer seulement la surface, l'aspect immédiat.

Il est trop facile de ne s'émouvoir du militarisme et de ses crimes que lorsqu'ils concernent l'action des U.S.A. au Viet-Nam et de feindre d'ignorer que chaque 1er Mai sert de prétexte à l’exhibition d'engins d'apocalypse sur la Place Rouge.

Il est trop facile de feindre d'ignorer, en France:
- la fabrication massive d'avions et autres engins de guerre,
- la mission essentielle de nos centrales atomiques qui est de produire la matière fissile de nos bombinettes-suicides,
- alors que l'on continue d'emprisonner des objecteurs de conscience.

Il est trop facile de fermer les yeux sur l'armement démentiel des pays arabes et de se boucher les oreilles lorsque Nasser promet *"une mer de sang"* (j'étouffe dans l'oeuf la critique en précisant que l’Etat d'Israël, je dis bien l'ETAT, est digne d'être mis dans le même sac).

Il est trop facile de désapprouver du bout des lèvres aux débuts et d'applaudir aux résultats de l’occupation de la Tchécoslovaquie par la "Glorieuse Armée Rouge.

Le Problème du NATIONALISE, de l’IMPERIALISME et, partant, du BELLICISME et du MILITARISME, est le même partout.

Tous les Etats ont la responsabilité des Song-My, des Oradour, des Biafra, des Kurdistan, des Hongrie, et autres Tchécoslovaquie; il est donc logiquement inadmissible et politiquement malhonnête de charger une seule nation, fut-elle aussi fautive que les U.S.A., de tout le poids de la férocité des Etats et de leurs armées.

Quant au racisme comme le militarisme. il trouve son expression et sa propagande dans de si nombreux films, livres et illustrés pour adultes et pour enfants (hélas!), que les "bérets verts” ne représentent qu'une infime parcelle du contexte politico-culturel, où nous évoluons et que certains ne semblent pas percevoir.

MAIS, en admettant que les rédacteurs du tract aient raison, entièrement raison, EST-IL POSSIBLE QU'ILS OSENT EXIGER L’INTERDICTION DU FILM?

J'ai encore à l'oreille les quolibets et la fureur qui ont accueilli la censure du film "Le vicaire" mettant en évidence la collusion de l'église et du 3ème Reich. Je me souvient du tollé qui s'éleva lorsque le bien-pensant secrétaire d'état Y. Bourges interdit le film "La religieuse", tiré de l'oeuvre de Diderot. J'ai si souvent entendu protester, avec raison, contre la saisie de tel ou tel journal (même avant l'avènement de la 5ème République, précisons-le). J'ai crié, moi-aussi *"Libérez l'O.R.T.F.!"*

COMMENT APRES AVOIR CRITIQUE ET CONDAMNE LA CENSURE, PEUT-ON LA RECLAMER?

0u les censeurs de Valence manquent de logique et il est dificille de leur faire grief de cette infirmité.

Ou ils n'ont jusqu'ici villipendé la censure que parce qu'elle les frappait ou dans un but de démagogie oppositionnelle et ils montrent, par cette revendication effarante, un machiavélisme inquiétant.

COMMENT UN HOMME DE BONNE FOI PEUT-IL FAIRE UNE DIFFERENCE ENTRE LES CENSURES?

Quelle est la bonne? Quelle est la mauvaise?

- Celle des Madrid de Federico Garcia Lorca,
- Celle des Athènes de Mikis Théodorakis,
- Celle des Paris de la Religieuse,
- Celle des Moscou de Siniavsky, Daniel, Soljénitsyne, etc...
- Celle des Prague où un journal est condamné pour avoir donné en définition de mots croisés: "héros national" pour Jan Palach?

TOUTES PARTICIPENT DU MEME ESPRIT: CELUI DE L'ETAT-MACHINE QUI NE TOLERE PAS LA MOINDRE PENSEE-GRAIN-DE-SABLE DANS SES ROUAGES.

Au cas où certaines des organisations signataires du tract se réclameraient du marxisme-léninisme, je crois utile de leur offrir un raffraichissant retour aux sources:

"Nul ne combat la liberté, il combat tout au plus la liberté des autres. Toute espèce de liberté a toujours existé, seulement tantôt comme privilège particulier, tantôt comme droit général. Il ne s'agit pas de savoir si la liberté de la presse est le privilège de quelques individus ou le privilège de l'esprit humain.
IL S'AGIT DE SAVOIR SI CE QUI EST UN TORT POUR LES UNS PEUT-ETRE UN DROIT POUR LES AUTRES".

Karl Marx (Remarques sur la censure prussienne- 1842)

Il semble, si du moins je me réfère aux motivations énoncées par le tract, que les manifestants de Valence aient voulu (et cru) sincèrement lutter pour la libération et l'émancipation du peuple Viet-Namien ; or leur éllan a été détourné de son but véritable et orienté vers la négation de l'émancipation: la censure.

Si nous luttons pour une société autre, nous le faisons pour détruire les entraves à la liberté, pas pour en créer de nouvelles.

D'ailleurs, qui désire vraiment le socialisme doit lutter contre ce qui s'oppose à la liberté, à l'émancipation des peuples, partout, certes, mais d'abord et surtout là où il a prise sur ces oppositions, c'est-à-dire dans son propre pays.

Pour un militant révolutionnaire, le vrai problème s'énnonce ainsi:
"Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Lorsque l'antagonisme des classes à l'intérieur des nations aura disparu, l'hostilité de nation à nation disparaîtra". KMarx & F. Engels (Le manifeste Communiste de 1847)
"L'ennemi est dans notre propre pays". Karl Liebknecht.
"... toutes les grandes phrases pacifistes bourgeoises et pacifistes socialistes contre le militarisme et les guerres qui ne reconnaissent ni cet objectif (la transformation socialiste du pays) ni les moyens révolutionnaires de l'atteindre, sont des illusions ou des mensonges ne mouvant avoir pour résultat que de détourner la classe ouvrière de toute lutte sérieuse contre les fondements du capitalisme."

Lénine (Oeuvres complètes - tome 25 - p.165).

La lecture de telles sentences se passe de commentaires. Il s'agit donc d'une inexcusable fuite en avant que de scander des slogans contre un pays lointain en s'ingéniant à le travestir en ennemi de classe insaisissable et symbolique, alors que l'on es t impuissant, voire inactif, voire même complice objectif, devant l'ennemi de classe proche et concret.

Que les camarades dont la bonne foi a été abusée relisent Marx s'ils ont vraiment besoin d'un maître à penser, qu'ils ne gaspillent pas leur enthousiasme dans des actions vouées à l'échec, conduisant le peuple au découragement, à l'incompréhension, à l'acceptation de la censure et hypothéquant l'avenir, et surtout qu'ils se souviennent que le socialisme, s'il est authentique, ne saurait venir ni des moutons de Panurge, ni des Tartuffes.

JE SERAI ABSENT A L'APPEL ...

Il y a peu, un appel lancé par le *"comité pour la libération des soldats emprisonnés"* est apparu. Au sein de l'Ecole Emancipée cet appel a eu un large retentissement puisque l'Equipe Responsable elle-même a demandé de signer. Pouvions-nous le signer?

Bien entendu, s'il ne s'agissait que de la libération des 5 inculpés nous serions d'accord (sans oublier tous les autres anonymes qui ne sont ni à *Rouge*, ni ailleurs, je suppose). Mais que demandait le tract?

"En refusant l'embrigadement, les brimades et la répression qui régnent dans l'armée, Devaux et ses camarades ont exprimé l'opinion de dizaines de milliers d'autres soldats. En luttant pour que les soldats du

contingent. bénéficient des mêmes droits que tous les citoyens, Devaux et ses camarades luttent pour des milliers d'ouvriers de paysans et d'étudiants qui refusent d'être transformés, pendant 16 mois de leur vie en moutons dociles d'une hiérarchie despotique".

On peut alors de poser quelques questions!

Quels sont ces droits des citoyens dont-on veut faire bénéficier les soldats? La différence est minime. Le citoyen est soumis, à l'état, au patron; il a le droit de travailler, d'être exploité; et si on lui permet de distribuer quelques tracts... la répression est là pour le ramener dans la bonne voie... (cf; cas des enseignants révoqués par exemple).

On peut remarquer aussi que l'appel ne fait que demander un aménagement de la vie militaire. C'est-à-dire que si on appelle le soldat "Monsieur", si l'adjudant vient dire "bonne nuit" et sucre le café au lait...on pourra dire "vive l'armée".

Moutons dociles nous le sommes dans et hors de la caserne, Accepter l'Etat, c'est accepter une armée. Il n'y a pas de bonne ou mauvaise armée. Quelle soit capitaliste ou populaire, c'est toujours apprendre à marcher comme le veut un bonhomme coiffé d'un képi, subir, apprendre éventuellement à tuer.

Alors? Un appel qui condamne l'amée (et non la vie militaire) et par suite l'Etat peut-être signé, mais non. si c'est seulement pour changer d'armée.

Quant aux milliers... l'optimisme est une belle chose mais on peut se demander si les dizaines de milliers de gens qui sont contre sont plus fortes et plus nombreuses que celles dizaines de milliers de gens qui sont pour! Il suffit pour cela de voir à l'occasion des défilés (14 juillet etc...) la foule énorme, fière, béate, le dépotoir de badauds qui s'y trouvent. Il suffit de voir aussi le nombre de sociétés, manifestants etc... qui se vantent de compter parmi les personnalités le colonel X ou le commandant Machin.

G. DUCOURNEAU
Bordeaux, le 4 février 1970

COMMENT TROUVER UN MILLIARD ...

Les usines Arthur Martin sont en difficulté. Elles ont besoin d'argent frais pour investissements. et remboursements de dettes. Emprunter? A qui ? Et dans quelles conditions? La banque de France a fait une enquête. D'abord sur la qualité des appareils, rien à dire. Alors sur la gestion de l'entreprise. On s'est aperçu que la maîtrise et les cadres occupaient une place très importante et qu'elles étaient improductives.

La finalité:

C'est l'association ou la fusion, on ne sait, avec Thomson, Brandt, ou autres, qui ont dit: *"nous venons avec nos ingénieurs et nos techniciens"*. Il faut s'incliner. Concurrence internationale oblige.

Les luttes:

Jusque fin novembre 45 h et plus.

Début décembre: sonnette d'alarme, le patron réunit les syndicats et le maire du coin. Déclaration parue dans le journal local: le patron s'engage à libérer des locaux pour implantation d'usines nouvelles, employer tout le monde mais à 32 h.

Loyal le patron ronéote un papier de façon à rassurer ouvriers et syndicats.

Début février:
- déclassement de toute la maîtrise et cadres, sauf exception, d'où départ forcé, donc moins de licenciements officiels (pas de reclassements);

- pré-retraite (64 personnes);
- désorganisation de tous les ateliers. Les ouvriers ne bougent pas et serrent les fesses. Ils ne sont touchés que dans la mesure ou un cadre déclassé prend leur place. Un déclassement occasionne parfois 8 déclassements successifs et c'est le pauvre manoeuvre qui en pâtit.

Les syndicats:

En position d'attente depuis le début, aucune action, aucune grève si ce n'est des tracts comme dernièrement celui de la C.G.T. qui recommande, je cite, *"la première chose à faire n'est pas de lutter d'abord contre le patron, mais "la" première défense des salariés, c'est de s'organiser au sein de la C.G.T."*

Ainsi c'est l'organisation du syndicat qui prime sur la lutte contre le patron.

Dans ces conditions on se rend compte que ie milliard cherché sera vite trouvé par le patron.

T.

Ci-après la fin du tract da la C.G.T.

CE QUE PENSE LA C.G.T.

Depuis plusieurs années la C.G.T. s'est exprimée, et à clairement définie son point de vue, situant en autre les responsabilités du patronat et du gouvernement en matière d'emploi.

CE QU'A FAIT ET CE QUE PRECONISE LA C.G.T.

POUR LA C.G.T. IL FAUT REFUSER LES LICENCIEMENTS; et toutes les solutions valables permettant de le faire doivent être utilisées eù particuliet:

1- Pré-retraite.

2- Mutations avec reclassements valables et maintien des avantages acquis.

Sur intervention et demande de la C.G.T. les indemnités prévues par l'accord sur l'emploi seront accordées de la manière la plus avantageuse pour les salariés.

Sur demande de la C.G.T., le F.N.E. sera sollicité pour éventuellement faire bénéficier les salariés intéressés des stages de reconversion et des indemnités prévues.

Voilà pour l'immédiat et pour les jours et les semaines à venir la première défense des salariés c'est de s'organiser au sein de la C.G.T. Et , avec elle et avec toutes les sections syndicales envisager toutes solutions propres à garantir les droits de tous.

Section C.G.T. U.F.A.M. A.R.D.A.M.

PS.: la C.G.T. est également intervenue pour les salariés puissent bénéficier immédiatement de l'indemnité versée par l'employeur en cas de chômage partiel.

CAS DE REPRESSION CHEZ LES INSTITUTEURS ou LES "VACHERIES" D'UN INSPECTEUR...

Ayant commencé comme instituteur remplaçant, j'ai pris contact dès le début avec le mouvement Freinet.

Après de nombreuses visites du Conseiller (con s'est lié) pédagogique, celui-ci a fourni des rapports prouvant que dans ma classe régnait un esprit contraire à la décence - la liberté est peut-être un trop grand mot - et que d'autre part, administrativeient et hiérarchiquement, j'étais très indiscipliné.

Résultat: deux fois le C.A.P. pratique qui me passe à côté, (peut-être suis-je sot, mais je connais plus sots que moi qui l'ont eu); voulant partir en coopération je me suis vu refuser ma candidature, alors que de nombreux postes étaient encore à pourvoir un mois plus tard.

Depuis, j'ai appris par des amis à l'I.A. que les propos suivants avaient été tenus à mon égard pendant l'étude de mon dossier: *"ayant assez fait de m... par là, il était inutile que j'aille en faire dans les pays étrangers, et que de ce fait je n'aurai jamais mon C.A.P. d'instit".*

Voilà, c'est tout!

P.Q.

LETTRE D’OBJECTEURS ...

Un stage d'objecteurs de conscience a lieu à Boissy la Rivière, sous l'égide du S.C.I.

Au cours du stage, il a été question du fameux service civique, 3ème option du service militaire qui sera proposé aux jeunes.

De plus amples informations seront données à ce sujet dans le prochain numéro.

R.S. - objecteur-

RAPPEL: de nombreux numéros nous reviennent chaque mois, les camarades abonnés négligeant de nous signaler leurs changements d'adresses. Prévenez-nous donc de ces changements.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.